

REPUBLIQUE FRANCAISE

Département des Bouches-du-Rhône



MAIRIE DE LA BARBEN
13330

DOSSIER : N° PC 013 009 25 00006

Déposé le : **27/11/2025**

Dépôt affiché le : **29/12/2025**

Complété le : **16/12/2025**

Demandeur : **EURL PARC ZOOLOGIQUE DE LA BARBEN** représenté
par **Monsieur Louis PONS**

Nature des travaux : **Installation d'une structure métallo-textile légère type chapiteau de 300m² de SDP (20x15m) sur une dalle béton, en lieu et place de deux bâtiments de stockage à démolir. Servira également de stockage de matériel pour l'entretien du parc. Bâtiment non chauffé**
Démolition de deux bâtiments de stockage ouverts en auvent (pas de SDP) : l'un de 97 m² d'emprise, l'autre de 93 m². Il s'agit de vieux bâtiments avec un toit en tôle ondulée

Sous-Destination : **Exploitation agricole**

Surface de plancher existante : **225 m²**

Surface de plancher créée : **300 m²**

Surface de plancher démolie : **0 m²**

Sur un terrain sis à : **13 AVENUE DU CHATEAU DE LA BARBEN**

PELISSANNE à LA BARBEN (13330)

Référence(s) cadastrale(s) : **AM 114**

ARRÊTÉ n°09-2026

accordant un permis de construire au nom de la commune de LA BARBEN

Le Maire de la Commune de LA BARBEN

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, L 422-5 ;

Vu l'article L174-3 du code de l'urbanisme rendant caduc le plan d'occupation des sols à partir du 27 mars 2017,

Vu les articles L111-1 et suivants et R111-1 et suivants du code de l'urbanisme (Règlement National d'Urbanisme),

Vu le Plan d'Exposition aux Risques Naturels Prévisibles Séismes approuvé par Arrêté Préfectoral du 2 novembre 1989,

Vu le Porter A Connaissance du Préfet des bouches du Rhône du 15 juillet 2020 relatif au risque inondation sur la commune de La Barben.

Vu la situation du terrain en dehors des Parties Urbanisées de la Commune,

VU la demande de permis de construire présentée le 27/11/2025 par la SARL PARC ZOOLOGIQUE DE LA BARBEN, représentée par Monsieur Louis PONS

VU l'objet de la demande

- pour l'Installation d'une structure métallo-textile légère type chapiteau de 300m² de SDP (20x15m) sur une dalle béton, en lieu et place de deux bâtiments de stockage à démolir. Servira également de stockage de matériel pour l'entretien du parc ; la démolition de deux bâtiments de stockage ouverts en auvent (pas de SDP) : l'un de 97 m² d'emprise, l'autre de 93 m². Il s'agit de vieux bâtiments avec un toit en tôle ondulée

- sur un terrain situé 13 AVENUE DU CHATEAU DE LA BARBEN PELISSANNE à LA BARBEN (13330) ;
- pour une surface de plancher créée de 300 m² ;

Vu l'avis Favorable tacite de de la DDTM RNU pour le Préfet des Bouches du Rhône en date du 05/01/2026,

ARRÊTE 09-2026

Article 1

Le présent Permis de Construire est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées aux articles suivants.

Article 2

Le projet devra respecter le règlement du secteur B2 du Plan d'Exposition aux Risques naturels prévisibles mouvement de terrain et séisme susvisé.

Article 3

Le pétitionnaire devra respecter le décret 97-855 du 12 décembre 1997, ainsi que le décret 2011-629 du 3 juin 2011 concernant la recherche de présence d'amiante avant la démolition.

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2001, modifié le 10 août 2001, concernant la lutte contre les termites, notamment l'article 4 relatif aux démolitions.

En application de l'article R 452-1 du Code de l'Urbanisme, les travaux de démolition ne pourront être entrepris avant la fin d'un délai de 15 jours après notification du présent arrêté et de sa transmission au Préfet

LA BARBEN, le 9/03/2026

Le Maire,

Franck SANTOS



Nota Bene : La présente autorisation est le fait générateur de taxes d'urbanisme. Vous êtes tenu de déclarer les éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement dans les 90 jours suivant l'achèvement de vos travaux au sens fiscal (au sens de l'article 1406 du Code Général des Impôts) auprès des services fiscaux de manière dématérialisée sur le site des impôts (www.impots.gouv.fr) – rubrique « gérer mes biens immobiliers »

Nota Bene 2 : En application du décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, le terrain étant situé dans une zone sismique 4 (moyen) tout projet doit être réalisé dans le respect des règles de construction parasismique de l'Eurocode 8 norme NF EN 1998-1, EN 1998-3, EN 1998-5 et leurs annexes nationales.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours. Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Ce recours gracieux n'est pas suspensif du délai de deux mois pour un recours contentieux.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.